

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES
ET EUROPÉENNES

BUREAU
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par : Rolande MARIATTE
E-mail : rolande.mariatte@loire.pref.gouv.fr
☎ 04.77.48.48.91
Dossier n° 87/6287
Opération n° 2005/3333

Le Préfet de la Loire
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Gidic OK APC

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement) et notamment son article 18 ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2001 réglementant les activités de verrerie exercées par la **SAS DURALEX INTERNATIONAL France (ex.BORMIOLI ROCCO)** sur le territoire de la commune de RIVE-DE-GIER - 2 rue Joseph Hémain ;

VU l'évaluation simplifiée des risques (ESR) réalisée par le Cabinet BLONDEL, remise en août 2004, concluant au classement du site en classe 2 ;

VU le rapport de M. l'Inspecteur des installations classées en date du 15 novembre 2005 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène, au cours de sa séance du 5 décembre 2005 ;

CONSIDERANT qu'une étude hydrogéologique plus complète doit être réalisée, notamment afin de permettre de définir les emplacements nécessaires de piézomètres supplémentaires ;

CONSIDERANT qu'il convient également d'imposer une surveillance des eaux souterraines ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à l'installation susvisée afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT que l'exécution des prescriptions complémentaires imposées par le présent arrêté devrait permettre l'exercice des activités de la société susvisée en compatibilité avec leur environnement ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

.../...

A R R E T E

ARTICLE 1 - OBJET

La **SAS DURALEX INTERNATIONAL France**, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit ou à proximité de son site de Rive de Gier, 2 rue Joseph Hémain.

ARTICLE 2 - RESEAU DE SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Article 2.1 - Conception du réseau de forages

Une étude hydrogéologique établie par un hydrogéologue et soumise à l'inspecteur des installations classées devra déterminer le nombre, le lieu d'implantation et la profondeur des forages supplémentaires nécessaires pour la surveillance du site.

A partir des deux piézomètres existants et des nouveaux piézomètres dont l'emplacement aura été déterminé par l'étude hydrogéologique, des analyses des eaux souterraines seront réalisées une fois par semestre (période de basse et haute eaux).

Article 2.2 - Réalisation des forages

Les forages mis en place seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999.

ARTICLE 3 - ANALYSE DES EAUX SOUTERRAINES

Article 3.1 - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

Article 3.2 - Nature et fréquence d'analyse

Les paramètres ci-dessous seront analysés conformément aux méthodes de référence et normes en vigueur à fréquence (indiquer la fréquence retenue) :

Paramètres	Fréquence
Chrome	2 fois par an
Trichloroéthylène	
Arsenic	
Manganèse	
HAP	
BTEX	
Ph	
DCO	
Hydrocarbures	

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique seront transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (courbe d'évolution, situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable) et les propositions de traitement éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) seront joints avec le résultat des mesures.

Les mesures du niveau piézométrique devront permettre de déterminer les éventuelles relations nappe / rivière. Ces résultats seront reportés sur une carte ou figurera le sens d'écoulement de la nappe.

ARTICLE 4 - ECHEANCES

Le respect des prescriptions ci-dessus devra être fait selon l'échéancier ci-dessous :

- conception du réseau de forage avec validation par l'hydrogéologue: avant le 31 mars 2006
- mise en place du réseau de surveillance et premières analyses : avant le 31 mai 2006
- transmission des résultats d'analyse avec commentaires de l'exploitant : immédiatement si pollution détectée, au maximum dans un délai de 5 mois pour les premiers résultats puis au maximum 2 mois après chaque échéance

ARTICLE 5 - DUREE

La surveillance pourra être allégée ou suspendue dès lors qu'une nouvelle évaluation du risque aura démontrée la non nécessité de cette surveillance.

ARTICLE 6 - FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 7

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.


ARTICLE 8

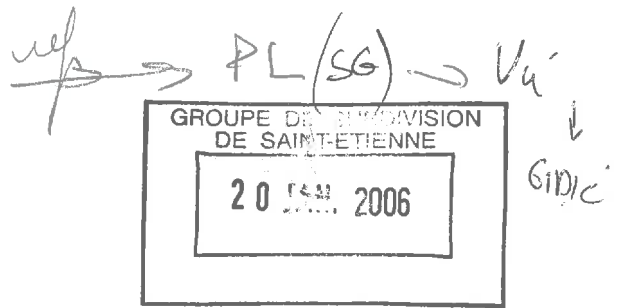
Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 9

M. le Secrétaire général de la Préfecture, Monsieur le Maire de RIVE-DE-GIER et M. l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le 19 JAN 2006

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Patrick SERIN



Ampliation adressée à :

- Monsieur le Directeur de la SAS DURALEX INTERNATIONAL FRANCE
2 rue Joseph Hémain
BP 367
42803 - RIVE DE GIER CEDEX
- Monsieur le Maire de RIVE-DE-GIER
- M. l'Inspecteur des installations classées - Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- Archives
- Chrono.

Pour le Préfet
et par délégation
L'Attachée de Préfecture

B. PAGAT